

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CM-CIC Leasing Solutions**

Société par actions simplifiée au capital de 193.179.258 euros

Siège social : Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

RCS NANTERRE 352 862 346

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 Avril 2026***I. — Bilan**  
(en milliers d'euros)

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31-décembre</b>	<b>2024</b> <b>31-décembre</b>
Créances sur les établissements de crédit	<b>2_6</b>	165 104	22 1592
Opérations avec la clientèle	<b>2_6</b>	2 623	3 233
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>2_10</b>		
Parts dans les entreprises liées		151 294	111 294
Crédit-bail et location avec option d'achat	<b>2_7</b>	1 460 147	1 229 780
Location simple	<b>2_8</b>	1 606 677	1 568 957
Immobilisations incorporelles	<b>2_12</b>	2 088	2 088
Immobilisations corporelles	<b>2_11</b>	910	1 235
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	<b>2_13</b>	50 340	135 524
Comptes de régularisations	<b>2_14</b>	27 778	28 369
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 466 964</b>	<b>3 302 073</b>

<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31-décembre</b>	<b>2024</b> <b>31-décembre</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>2_6</b>	3 010 153	2 854 930
Opérations avec la clientèle	<b>2_6</b>	11 803	11 407
Dettes représentées par un titre			
Provisions techniques ENTP d'assurance			
Autres passifs	<b>2_13</b>	45 823	35 962
Autres produits d'assurances			
Comptes de régularisations	<b>2_14</b>	60 724	64 184
Dépôt de garantie à caractère mutuel			
Provisions	<b>2_15</b>	8 371	6 949
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>2_16</b>	<b>330 089,42</b>	<b>328 639,70</b>
- Capital souscrit		193 179	193 179
- Primes d'émission		36 921	36 921
- Réserves		114 161	114 161
- Ecart de réévaluation			
- Provisions règlementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau ( + / - )		-15 622	-26 762
- Résultat de l'exercice ( + / - )		1 450	11 141
- Acomptes sur dividendes versés			
<b>Total du passif</b>		<b>3 466 964</b>	<b>3 302 073</b>

<b>Hors-Bilan</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 Décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 Décembre</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	<b>2_17</b>	842 347	937 309
Engagements de garantie			
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	<b>2_17</b>	100 000	100 000
Engagements de garantie			

**II. — Compte de résultat**

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31-décembre</b>	<b>2024</b> <b>31-décembre</b>
Intérêts et produits assimilés		5 309	9 020
Intérêts et charges assimilés		-87 909	-72 095
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>3_1</b>	613 547	509 919
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>3_2</b>	-551 132	-446 033

Produits sur opérations de location simple	<b>3_3</b>	882 076	852 665
Charges sur opérations de location simple	<b>3_4</b>	-777 901	-760 020
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	<b>3_5</b>	11 900	12 366
Commissions (charges)	<b>3_6</b>	-14 044	-17 109
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé			
Autres produits d'exploitation bancaire	<b>3_7</b>	26 434	24 389
Autres charges d'exploitation bancaire	<b>3_8</b>	-21 713	-20 475
Produits nets des autres activités			
<b>Produit net bancaire</b>		<b>86 566</b>	<b>92 628</b>
Charges générales d'exploitation	<b>3_9</b>	-70 966	-63 859
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-325	-324
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>15 275</b>	<b>28 444</b>
Coût du risque	<b>3_10</b>	-13 754	-15 195
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 521</b>	<b>13 250</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>1 521</b>	<b>13 250</b>
Résultat exceptionnel			
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
Impôt sur les bénéfices		-71	-2 109
<b>Résultat net</b>		<b>1 450</b>	<b>11 141</b>

### III. — Annexes

#### 1. - Annexes aux comptes sociaux au 31/12/2025

##### 1.1. Faits marquants

Prise de participation complémentaire au capital de sa filiale BAIL ACTEA à hauteur de 40 000 K€.

##### 1.2. Méthodes et principes comptables

Les comptes sociaux sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

CM-CIC Leasing Solutions S.A.S. (CCLS) applique pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général auquel se réfère CM-CIC Leasing Solutions S.A.S (CCLS) pour les opérations non visées par le règlement ANC n°2014-07. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC n°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application. Aucun impact sur les comptes clos au 31 décembre 2025 n'a été recensé.

CM-CIC Leasing Solutions S.A.S. (CCLS) présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le hors-bilan et le compte de résultat.

##### 1.2.1. Géographie de l'activité de la société

L'essentiel de l'activité de CM-CIC Leasing Solutions, ainsi que son résultat, se réalisent en France.

##### 1.2.2. Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société financière les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. La date de début d'amortissement pour les actifs amortis en linéaire correspond à la date de mise en service du bien (date du procès-verbal de livraison du bien). En comptabilité statutaire, la durée d'amortissement retenue est la durée fiscalement admise.

Durée d'amortissement des principaux biens en location :

Famille matériel	Loi d'amortissement	Durée d'amortissement
Photocopieur	Dégressif	60
Imprimante	Dégressif	60
Mini-ordinateur	Dégressif	48
Environnement micro	Dégressif	48
Radiotéléphonie	Linéaire	36

Péri-informatique	Dégressif	48
Véhicule utilitaire	Linéaire	48

La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de location amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale. L'amortissement pratiqué à la clôture de l'exercice est donc égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément d'amortissement compris entre la dotation minimum (amortissement linéaire) et la dotation maximum (amortissement dégressif). Pour les immobilisations contentieuses amortissables en dégressif, l'amortissement maximal est pratiqué. Au 31 décembre 2025, la technique du saupoudrage a été mise en œuvre.

Pour les immobilisations louées à des tiers présentant un risque de non recouvrement, CM-CIC Leasing Solutions constitue des dépréciations.

Les moins-values fiscales de cessions sont assimilées à des compléments d'amortissement de l'exercice et figurent à ce titre dans les charges sur opérations de crédit-bail et charges sur opérations de location simple au débit du compte de résultat.

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié. A compter de la date de résiliation, les immobilisations sont amorties fiscalement en dégressif sur la période fiscale restant à courir.

En parallèle, une comptabilité financière est tenue. Dans ce cadre, ces opérations sont enregistrées pour la même valeur d'immobilisation. L'amortissement financier se substitue à l'amortissement comptable, cet amortissement financier étant calculé sur la durée du contrat de location, durée qui permet la reconstitution du capital initialement engagé.

Il existe différentes méthodes de calcul des amortissements financiers, la méthode retenue par CM-CIC Leasing Solutions étant la méthode dite ITE décalé (Intérêts à terme échu décalé).

L'amortissement financier peut être défini comme la part du loyer affectée à la reconstitution du capital initialement engagé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Le capital engagé correspond à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan. Le décalage qui existe entre l'amortissement comptable constaté dans les comptes sociaux et l'amortissement financier constaté dans la comptabilité financière constitue la réserve latente. Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

### 1.2.3. Créances

#### 1.2.3.1. Créances saines

Les créances sur la clientèle correspondent aux factures de loyers émises mais non encore réglées. Elles figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations.

Les loyers sont constatés en comptabilité à la date d'échéance. En outre, les factures courues non échues (facturation à terme échu) et échues non courues (facturation à terme à échoir) de loyers non mensuels sont respectivement provisionnées et extournées des produits de loyers afin de rattacher les produits à l'exercice concerné.

#### 1.2.3.2. Créances douteuses

Conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes comptables relatif au traitement comptable du risque de crédit, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, l'encours est classé en encours douteux :

- s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- si indépendamment de l'existence d'un impayé, le client est en procédure contentieuse.

Le déclassement en douteux entraîne par contagion le déclassement en encours douteux de l'ensemble des contrats de ce client.

Les encours douteux pour lesquels la d'échéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée sont classés en encours douteux compromis. Quel que soit le statut du contrat, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

#### 1.2.3.3. Dépréciation des créances

Les mouvements sur provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont enregistrés en coût du risque.

Afin de couvrir le risque de dépréciation du matériel, une provision est constatée en comptabilité statutaire dont le principe est de provisionner, pour les contrats en statut douteux, l'assiette en risque c'est-à-dire l'écart entre la Valeur Nette Comptable (VNC) et la valeur estimée du matériel.

### 1.2.4. Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion.

Les titres de participation et de filiale sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

Ces titres sont comptabilisés au coût historique. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois

### 1.2.5. Immobilisations à usage de l'entreprise

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur prix de revient interne si ces immobilisations sont produites par la société.

Les amortissements, comptabilisés au poste du compte de résultat « dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles », sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon les méthodes linéaire et dégressive. Les immobilisations incorporelles développées par la société pour son propre usage sont amorties au moment de leur mise en production et pour la durée estimée d'utilisation ; un amortissement exceptionnel peut être constaté en cas de variation de la durée estimée initialement.

Pour les immobilisations à l'usage de l'entreprise, les méthodes d'amortissements ont été les suivantes :

Type	Mode	Année
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Agencement & installation	Linéaire	5 ans, 9 ans,
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

### 1.2.6. Engagements à long terme accordés aux salariés

Depuis l'exercice 2021, CM-CIC Leasing Solutions a souscrit auprès d'une Compagnie d'Assurances (ACM), un contrat IFC retraite afin de couvrir la totalité des engagements en matière d'indemnités de fin de carrières.

CM-CIC Leasing Solutions enregistre à son bilan les provisions pour médailles du travail. Ces avantages à long-terme ont été calculés par les assurances du crédit mutuel en date du 31 décembre 2025.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des engagements sont les suivantes :

- le taux d'actualisation retenu est de 3.8 %,
- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel ;
- l'âge de départ en retraite est estimé globalement à 64 ans sur la base des lois en vigueur.

### 1.2.7. Intérêts, produits et charges assimilés

Ils représentent les intérêts des emprunts intra-groupes et le coût des refinancements à court terme. Les intérêts et agios sont enregistrés prorata temporis en résultat.

### 1.2.8. Charges et produits assimilés sur opérations de crédit-bail et de location simple.

Les produits sur opérations de crédit-bail et de location simple représentent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice auxquels s'ajoutent les plus-values comptables réalisées lors de la cession des matériels en fin de location ainsi que les frais de dossiers.

Les loyers sont généralement facturés d'avance, mais ils peuvent dans certaines circonstances être facturés à terme échu. La périodicité peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Les loyers sont enregistrés en produits constatés d'avance pour la période postérieure à la date d'arrêt, et en produits à recevoir pour la période courant de la dernière échéance à la date d'arrêt.

Les charges sur opérations de crédit-bail et de location simple correspondent aux amortissements admis par l'administration fiscale ainsi que les moins-values comptables réalisées lors de la cession des matériels en fin de contrat.

### 1.2.9. Commissions

La rubrique commission « produits » comprend principalement les montants reçus en qualité de courtier pour les produits d'assurance ainsi que les commissions d'intermédiation de la syndication.

La rubrique commission « charges » comprend essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

L'article 2131-1 relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours s'applique depuis le 1er janvier 2010. Les commissions et coûts relevant du périmètre d'application du règlement font désormais l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

### 1.2.10. Impôt sur les bénéfices

CM-CIC Leasing Solutions n'est pas partie intégrante d'une des conventions d'intégration fiscale de BFCM.. À ce titre, elle règle, en son nom, à l'administration fiscale française l'impôt sur les sociétés dû.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- Le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle ;
- La contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises issue de la loi de finances pour 2025 adoptée le 6 février 2025 ;
- Les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôts,

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due. L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle l'établissement sera soumis.

**1.2.11. Consolidation**

CM-CIC Leasing Solutions est consolidée dans le groupe BFCM par la méthode de l'intégration globale.

**1.2.12. Evènement post clôture**

CM-CIC LEASING SOLUTIONS, filiale du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est totalement mobilisée pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés au conflit au Moyen-Orient, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace de stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, CCLS suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. La société possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement. CCLS conserve sa politique de provisionnement prudente. Elle tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits. Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face à une situation économique dégradée avec un ratio de solvabilité de 19.7% et de levier de 7.9%.

**2. – Notes sur le bilan**

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité et représentent la part non échue de nos opérations

**Note 2\_1 - Ventilation des encours globaux (hors dépréciations)**

	2025	2024
Encours sains	3 463 387	3 194 534
Encours douteux	119 526	107 337
<b>Total des encours douteux</b>	<b>3 582 913</b>	<b>3 301 871</b>

**Note 2\_2 - Ventilation des encours par secteurs géographiques**

	2025	2024
Secteur Île de France	1 767 154	1 671 898
Secteur Nord-Est	386 959	319 276
Secteur Nord-Ouest	404 912	375 595
Secteur Sud-Est	-660 160	625 451
Secteur Sud-Ouest	248 892	245 943
Non ventilés et divers	114 836	63 709
<b>Total des encours par secteurs géographiques</b>	<b>3 582 913</b>	<b>3 301 871</b>

**Note 2\_3 - Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques**

	2025	2024
Secteur de l'industrie	297 781	279 666
Secteur des transports et communications	523 054	433 730
Secteur de la construction	398 886	367 972
Secteur des services	396 641	342 361
Secteur du commerce	499 199	463 560
Secteur de la santé et de l'action sociale	471 459	406 878
Secteur de production d'eau et d'assainissement	48 695	43 297
Secteur de l'activité scientifique	345 692	334 195
Secteur de l'activité financière	38 112	35 925
Secteur de l'agriculture et de la pêche	114 011	124 951
Secteur de l'information et de la communication	97 524	109 014
Secteur de l'hébergement et restauration	67 025	62 524
Secteur de production d'énergie	3 821	4 075
Secteur de l'activité immobilière	57 197	58 542
Secteur de renseignement	84 376	92 210
Secteur de l'art et des spectacles	41 034	38 689
Non ventilés et divers	98 406	104 282
<b>Total des encours par secteur d'activités</b>	<b>3 582 913</b>	<b>3 301 871</b>

**Note 2\_4 - Ventilation des encours par grands types de contreparties**

	2025	2024
Entreprises non financières	3 141 458	2 831 429
Particuliers	0	9
Etablissements de crédit	160 882	211 946
Administrations publiques	204 215	196 391
Autres établissements financiers	76 358	62 096
<b>Total des encours par grands types de contreparties</b>	<b>3 532 913</b>	<b>3 301 871</b>

**Note 2\_5 - Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxe**

	Créances Crédit	Créances Crédit-Bail et LOA	Créances Location simple	Total Créances	Encours
Solde au 31/12/2024	171	39 610	40 965	80 744	32 819
Dotations		19 438	24 715	44 153	22 374
Reprises		-9 948	-12 372	-22 320	-17 574
			0	0	
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>171</b>	<b>49 100</b>	<b>53 308</b>	<b>102 577</b>	<b>37 619</b>

La dépréciation des encours n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

Les provisions pour dépréciation financière sont passées de 32 819 K€ au 31/12/24 à 37 619 K€ au 31/12/2025.

Le total des provisions pour dépréciation des créances est de 102 577 K€ au 31/12/2025 contre 80 744 K€ au 31/12/2024.

**Note 2\_6 - Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle**

Actif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
<b>Caisse, banques centrales</b>						
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>165 104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>165 104</b>
- A vue	165 104					165 104
- A terme	0	0	0	0		0
- Créances douteuses				0	0	0
- (-) Dépréciation des créances douteuses				0		0
- Créances rattachées					0	0
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>426</b>	<b>693</b>	<b>1 103</b>	<b>390</b>	<b>10</b>	<b>2 622</b>
- Créances clientèles	426	693	1 103	244		2 466
Créances douteuses				317	0	317
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-171		-171
- Créances rattachées					10	10
<b>Crédit bail et location avec option d'achat</b>	<b>128 936</b>	<b>343 019</b>	<b>1 056 123</b>	<b>92 298</b>	<b>1 402</b>	<b>1 621 778</b>
Immobilisations en location (encours financiers)	123 697	343 019	1 056 123	73 679		1 596 518
- Créances douteuses				67 719	0	67 719
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-49 100		-49 100
- Créances rattachées	5 239			0	1 402	6 641
<b>Location simple</b>	<b>182 699</b>	<b>443 608</b>	<b>1 275 576</b>	<b>97 854</b>	<b>1 672</b>	<b>2 001 409</b>
- Immobilisations en location simple (encours financiers)	166 427	443 608	1 275 576	70 827		1 956 438
- Créances douteuses				80 335	0	80 335
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-53 308		-53 308
- Créances rattachées	16 272				1 672	17 944
<b>Totaux</b>	<b>477 165</b>	<b>787 320</b>	<b>2 332 802</b>	<b>190 542</b>	<b>3 084</b>	<b>3 790 913</b>

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

Passif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou Produits courus	Total
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>408 693</b>	<b>1 146 000</b>	<b>1 432 500</b>	<b>0</b>	<b>22 961</b>	<b>3 010 154</b>
- A vue	18 693					18 693
- Avance actionnaire	0					0
- A terme	390 000	1 146 000	1 432 500	0		2 968 500
- Dettes rattachées					22 961	22 961
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>11 803</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 803</b>
- A vue	11 803					11 803
- A terme	0	0	0	0		0
- Dettes rattachées					0	0
<b>Totaux</b>	<b>420 496</b>	<b>1 146 000</b>	<b>1 432 500</b>	<b>0</b>	<b>22 961</b>	<b>3 021 957</b>

La part des opérations financées par le groupe Crédit Mutuel CIC est de 2 968 500 K€.

**Note 2\_7 - Crédit bail et location avec option d'achat**

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	2 233 852	1 767 480
- Acquisitions de l'exercice	767 445	813 141
- Sorties de l'exercice	-363 814	-346 769
- Autres		

<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>2 637 483</b>	<b>2 233 852</b>
- Amortissements au début de l'exercice	-1 026 738	-934 722
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-491 225	-398 235
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	312 910	309 410
- Provision sociale dépréciation immobilisations CB	2 448	-3 191
<b>Amortissements en fin d'exercice</b>	<b>-1 202 605</b>	<b>-1 026 738</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>1 434 878</b>	<b>1 207 114</b>
<b>Créances douteuses &amp; compromises</b>	<b>18 628</b>	<b>14 757</b>
- Créances douteuses	2 657	3 688
- Créances douteuses compromises	27 876	21 394
- Indemnités de résiliation	37 187	29 277
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-19 095	-15 629
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-29 997	-23 973
<b>Créances rattachées</b>	<b>6 641</b>	<b>7 909</b>
- Locataires débiteurs	5 239	6 533
- Loyers courus	1 402	1 376
- Autres	0	0
<b>Total crédit-bail et location avec option d'achat</b>	<b>1 460 147</b>	<b>1 229 780</b>

**Note 2\_8 - Location simple et location longue durée**

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
- Immobilisations au début de l'exercice	3 374 652	3 204 733
- Acquisitions de l'exercice	787 675	818 170
- Sorties de l'exercice	-677 199	-648 251
- Autres	0	
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>3 485 128</b>	<b>3 374 652</b>
- Amortissements au début de l'exercice	-1 842 915	-1 750 158
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-660 789	-643 948
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	578 195	552 660
- Prov sociale dépréciation immobilisations LS	2 087	-1 469
<b>Amortissements en fin d'exercice</b>	<b>-1 923 422</b>	<b>-1 842 915</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>1 561 706</b>	<b>1 531 737</b>
<b>Créances douteuses &amp; compromises</b>	<b>27 027</b>	<b>19 237</b>
- Créances douteuses	1 240	1 745
- Créances douteuses compromises	28 222	21 733
- Indemnités de résiliation	50 874	36 725
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-18 833	-15 224
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-34 476	-25 742
<b>Créances rattachées</b>	<b>17 944</b>	<b>17 983</b>
- Locataires débiteurs	16 272	16 301
- Loyers courus	1 672	1 682
<b>Total location simple et location longue durée</b>	<b>1 606 677</b>	<b>1 568 957</b>

**Note 2\_9 - Intérêts courus à recevoir ou à payer**

	<b>Intérêts courus à recevoir</b>	<b>Intérêts courus à payer</b>
<b>Actif</b>		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances sur la clientèle	6	0
Crédit bail & location avec option d'achat	1 402	0
Location simple & location longue durée	1 672	0
<b>Passif</b>		
Dettes envers les établissements de crédit		
A vue	0	0
A terme	0	22 961
<b>Total</b>	<b>3 080</b>	<b>22 961</b>

**Note 2\_10 - Participations et autres titres détenus à long terme**

<b>Libellé des titres</b>	<b>Nombre de titres détenus</b>	<b>Valeur d'achat totale (en €)</b>
Etablissements de crédit :		
- Banque Publique d'Investissement (BPI)	175	1 400
<b>Total général</b>	<b>175</b>	<b>1 400</b>

**Note 2\_11 - Immobilisations corporelles**

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	3 694	3 677
- Acquisitions de l'exercice	0	17
- Sorties de l'exercice	0	0
	0	
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>3 694</b>	<b>3 694</b>
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-2 459	-2 135
- Dotation de l'exercice	-324	-324
- Reprise de l'exercice	0	0
- Autres	0	
<b>Amortissements et dépréciations en fin d'exercice</b>	<b>-2 783</b>	<b>-2 459</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>911</b>	<b>1 235</b>

**Note 2\_12 - Immobilisations incorporelles**

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	2 888	800
- Acquisitions de l'exercice	0	2 088
- Sorties de l'exercice	0	0
- Autres		
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>2 888</b>	<b>2 888</b>
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-800	-800
- Dotation de l'exercice	0	0
- Reprise de l'exercice	0	0
- Autres		
<b>Amortissements et dépréciations en fin d'exercice</b>	<b>-800</b>	<b>-800</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>2 088</b>	<b>2 088</b>

**Note 2\_13 - Postes "Autres actifs & autres passifs"**

	2025	2024
<b>Autres actifs</b>		
- Etat - acomptes sur IS	1 929	
- Etat - TVA à récupérer	44 069	128 558
- Débiteurs divers	4 342	6 966
- Stock ITNL/CBM	0	0
<b>Total</b>	<b>50 340</b>	<b>135 524</b>
<b>Autres passifs</b>		
- Etat - Divers impôts et taxes ( dont TVA )	11 101	9 888
- Fournisseurs et effets à payer	14 980	9 672
- Organismes sociaux & comptes liés aux salaires	203	316
- Dépôts reçus des locataires	503	641
- Subventions d'investissement ( DRIRE )	0	0
- Créditeurs divers	19 036	15 445
- Autres	0	0
<b>Total</b>	<b>45 823</b>	<b>35 962</b>

**Note 2\_14 - Compte de régularisation**

	2025	2024
<b>Comptes de régularisations actif</b>		
- Charges constatées d'avance	0	0
- Produits à recevoir	12 459	12 770
- Autres comptes de régularisation	15 319	15 599
<b>Total</b>	<b>27 778</b>	<b>28 369</b>
<b>Comptes de régularisation passif</b>		
- Charges à payer	15 732	16 839
- Produits constatés d'avance	26 248	27 283
- Autres comptes de régularisation	18 744	20 062
<b>Total</b>	<b>60 724</b>	<b>64 184</b>

## Note 2\_15 – Provisions

	Prov. Abondement	Provisions risques clientèle	Prov. Redrt URSSAF	Prov. Médailles du travail	Prov. pour risques divers	Solde
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>4</b>	<b>2 559</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>4 373</b>	<b>6 949</b>
- Dotations		1 407	128	0	1 114	2 649
- Reprises	-1			-6	-1 220	-1 227
- Autres			0	0		0
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>3</b>	<b>3 966</b>	<b>128</b>	<b>7</b>	<b>4 267</b>	<b>8 371</b>

## Note 2\_16 – Variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2024	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	Solde au 31/12/2025
- Capital	193 179			0	193 179
- Prime d'émission	36 921				36 921
- Réserves	114 161		0	0	114 161
- <i>Réserve légale</i>	21 859	0		0	21 859
- <i>Autres réserves</i>	92 302				92 302
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	0			0	0
- Ecart de réévaluation	0			0	0
- Report à nouveau	-26 762	11 141			-15 621
- Acomptes et dividendes versés	0				0
- Résultat de l'exercice	11 141	-11 141	1 450		1 450
- Total des capitaux propres	<b>328 640</b>	<b>0</b>	<b>1 450</b>	<b>0</b>	<b>330 090</b>

## Note 2\_17 - Tableau des engagements

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
<b>Engagements donnés</b>						
- Autres ouvertures de crédit	842 347					842 347
- Douteux	0					0
- Garanties en faveur des Ets de crédit	0					0
- Engagements en faveur de la clientèle	0					0
<b>Engagements reçus</b>						
- Concours irrévocables mis à la disposition d'Ets de crédit						
- Garanties reçues d'Ets de crédit						
- Engagements reçus de la clientèle						
- Engagements reçus d'Ets de crédit	100 000				100 000	
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>						
- Swaps	0					0

## 3. - Notes sur le compte de résultat

## Note 3\_1 - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées

	2025	2024
- Loyers	537 344	447 841
- Quote part de subvention virée au résultat	0	0
- Autres produits	23 323	17 638
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	16 610	15 824
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-6 024	-5 768
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	42 294	34 384
<b>Total</b>	<b>613 547</b>	<b>509 919</b>

## Note 3\_2 - Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

	2025	2024
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	491 234	398 237
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	51 102	37 272
- Commissions d'apport	0	
- Autres charges	8 796	10 524
<b>Total</b>	<b>551 132</b>	<b>446 033</b>

**Note 3\_3 - Produits sur opérations de location simple & location longue durée**

	2025	2024
- Loyers	729 978	702 182
- Quote part de subvention virée au résultat	0	0
- Autres produits	55 395	48 338
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	0	0
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-8 734	-6 284
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	105 437	108 429
<b>Total</b>	<b>882 076</b>	<b>852 665</b>

**Note 3\_4 - Charges sur opérations de location simple & location longue durée**

	2025	2024
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	659 763	643 948
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	99 958	97 155
- Autres charges	18 180	20 917
<b>Total</b>	<b>777 901</b>	<b>762 020</b>

**Note 3\_5 - Commissions (Produits)**

	2025	2024
- Commissions de "courtage"	11 897	12 363
- Autres commissions	3	3
<b>Total</b>	<b>11 900</b>	<b>12 366</b>

**Note 3\_6 - Commissions (Charges)**

	2025	2024
- Commissions d'apport	14 042	17 107
- Autres commissions	2	2
<b>Total</b>	<b>14 044</b>	<b>17 109</b>

**Note 3\_7 - Autres produits d'exploitation bancaire**

	2025	2024
- Autres produits sur prestations de maintenance	0	0
- Autres produits (*)	26 434	24 388
- Ventes gestion de stock		
<b>Total</b>	<b>26 434</b>	<b>24 388</b>

**Note 3\_8 - Autres charges d'exploitation bancaire**

	2025	2024
- Autres charges sur prestations de maintenance	0	0
- Autres charges	21 713	20 475
- Achats gestion de stock		
<b>Total</b>	<b>21 713</b>	<b>20 475</b>

**Note 3\_9 - Charges générales d'exploitation**

	2025	2024
- Frais de personnel	659	-1 191
- Impôts et taxes	2 026	1 887
- Services fournis par sociétés du groupe	61 879	57 987
- Services extérieurs	6 402	5 176
<b>Total</b>	<b>70 966</b>	<b>63 859</b>

<b>Ventilation des frais de personnel</b>	2025	2024
- Salaires et traitements	236	-5 864
- Charges de retraite	26	0
- Participation des salariés	19	114
- Intéressement des salariés	29	243
- Impôts et taxes sur rémunérations	3	-93
- Autres charges sociales	346	4 409
<b>Total</b>	<b>659</b>	<b>-1 191</b>

Effectifs moyen	2025	2024
- Cadre	2	2
- Non cadre (Dont 2 personnes détachées)	0	0
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

**Note 3\_10 - Coût du risque**

	2025	2024
- Dotations pour dépréciations des créances douteuses	-15 347	-15 729
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses utilisées	8 273	7 797
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses disponibles	0	0
- Créances irrécouvrables	-6 021	-7 812
- Récupérations sur créances amorties	748	549
- Autres		
- Provision sur risques spéciaux contentieux	0	0
- Provision pour participations bancaires	0	0
- Provision sur risques ITNL et divers	-1 407	0
<b>Total coût du risque</b>	<b>-13 754</b>	<b>-15 195</b>

**Note 4. - Note sur le résultat financier****Comptabilité Financière au 31/12/2025**

Le résultat net financier de la Société enregistre lui un bénéfice de 18 476 Millions d'euros au 31 décembre 2025, en augmentation par rapport au 31 décembre 2024 (où le résultat financier de la société affichait un bénéfice de 6 306 Millions d'euros).

**Le passage du résultat comptable au résultat financier se détermine comme suit :**

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Résultat net comptable</b>	<b>1 450</b>	<b>11 141</b>
Dotations nettes de reprise aux dépréciations et provisions financières	-4 800	-10 043
Excédent des amortissements comptables par rapport aux amortissements financiers	27 752	-1 632
Étalement des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours	-1 390	2 182
Autres éléments	-	
Dotations ou reprises aux provisions pour pertes latentes financières du matériel	-	
Dotations nettes de reprises aux dépréciations et provisions comptables	-4 536	4 660
Impôts sur les bénéfices / forfaitaire annuel	-	
<b>Résultat financier</b>	<b>18 476</b>	<b>6 306</b>

Il contribue à l'évolution de la réserve latente :

<b><u>Variation de la réserve latente CM-CIC LEASING SOLUTIONS</u></b>	2025	2024
Réserve latente Net d'impôts différés - N	581 073	564 047
Variation de réserve latente net d'impôt différés	17 026	-4 834
Réserve latente Net d'impôts différés N-1	564 047	568 881

**Tableau des filiales et participations**

Filiales et participations (1)  (en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital Détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte (-) dernier exercice clos 2025	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>I. Renseignements détaillés</b> A.Filiales (50% au moins du capital détenu par la société) (indiquer dénomination et siège social) -BAIL ACTEA 15 Rue du Palais Rihour-59800 LILLE	29 838	13 310	100 %	151 295	151 295			501 612	-40 593	

**III. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)**

A l'associé unique

**CM-CIC LEASING SOLUTIONS**

Tour D2

17bis Place des Reflets, 92988 Paris La Défense

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CM-CIC LEASING SOLUTIONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2. Méthodes et principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (2-5. Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxes, 2-7. Crédit-bail et location avec option d'achat, 2-8. Location simple et location longue durée, 3-10. Coût du risque de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce qui appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 13 avril 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Jean-Baptiste Deschryver

**KPMG S.A.**  
Sophie Sotil Forgues

**KPMG S.A.**  
Yann Masset

#### **V. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Crédit Mutuel Factoring situé Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX.